

## La 5<sup>ème</sup> République depuis 1974

### I. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

#### 1) Un projet centriste

Elu d'un Français sur deux, le nouveau président de la République, « libéral, centriste, européen », espère pouvoir regrouper « deux Français sur trois » (c'est le titre d'un ouvrage qu'il publie en 1984), en constituant à la jonction de la gauche et de la droite une force attirant les modérés des deux camps qui se sépareraient des extrêmes (voulant la révolution d'un côté ou la réaction de l'autre)

⇒ Des initiatives modernisatrices, qui déconcertent la partie la plus conservatrice de l'électorat présidentiel : abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans ; instauration du divorce par consentement mutuel ; dépénalisation de l'IVG

#### 2) Un projet inabouti

- Un faux espoir pour le président de la République, la rupture à gauche (Septembre 1977)

- Le PC constate que l'union a surtout profité à son partenaire socialiste -> Lors des négociations sur l'actualisation du programme commun de 1972, les dirigeants communistes se montrent particulièrement exigeants -> Aucun accord - pas même un accord électoral minimal - entre PC et PS pour le premier tour des élections législatives de 1978

- Mais François Mitterrand, qui se rappelle que la SFIO s'était largement décomposée dans des alliances au centre sous la 4<sup>ème</sup> République (la « Troisième Force »), maintient fermement son parti ancré à gauche, et repousse toutes les ouvertures venues de l'Elysée

- Une majorité présidentielle divisée

- Jacques Chirac, nommé Premier ministre en 1974, ne s'emploie pas, contrairement aux souhaits présidentiels, à intégrer le mouvement gaulliste dans un regroupement centriste. Au contraire, il s'appuie sur l'UDR pour affirmer son identité face au chef de l'Etat (sur la politique européenne - qu'il juge trop fédéraliste - et sur l'ouverture à gauche - qu'il juge irréaliste)

- La démission de Jacques Chirac en Août 1976 signe la rupture. Elle est suivie de la transformation de l'UDR en un Rassemblement pour la République (RPR) dont l'objectif est la reconquête par les gaullistes des positions conquises par leurs alliés et concurrents. Un premier succès est remporté en 1977 avec l'élection de Jacques Chirac comme maire de Paris (la capitale après plus d'un siècle de statut spécial, venait d'être alignée sur les autres communes de France)

⇒ Pour les élections législatives de 1978, une France divisée en quatre

- Au premier tour, affrontements

- A gauche entre PC (20%) et PS (25%)

- A droite entre RPR (23%) et UDF (Union pour la Démocratie Française, regroupant républicains indépendants et centristes face aux / contre les gaullistes : 23%)

- Au second tour, reconstitution fragile des alliances de 1974 et - courte - victoire de la coalition de droite

⇒ Valéry Giscard d'Estaing peut reconduire Raymond Barre dans les fonctions du Premier ministre

- qu'il lui avait confiées en 1976. Mais face aux critiques du RPR le Premier ministre doit souvent compter sur l'article 49 de la Constitution - sur la motion de censure

#### 3) Face à la « Crise », des politiques économiques contrastées, au bilan mitigé - comme ailleurs

- De 1974 à 1976, Jacques Chirac met en œuvre une politique de relance de type keynésien -> relance (attendue) de l'inflation mais peu d'effets sur la montée du chômage (420 000 chômeurs en 1974 -> 1 million en 1977)

- De 1976 à 1981, Raymond Barre, dans une perspective néo-libérale, accorde la priorité à la lutte contre l'inflation et à un - relatif - désengagement de l'Etat de la sphère économique -> Poussée du chômage (2 millions en 1981) sans recul significatif de l'inflation (au dessus de 10%)

## II. La gauche à l'épreuve du pouvoir (1981-1986)

### 1) L'élection présidentielle de Mai 1981 et ses suites

- Ressemblance et différence par rapport aux élections législatives de 1978
  - Comme en 1978, la discorde règne à gauche et à droite
    - A gauche, Georges Marchais (PC) affronte François Mitterrand (PS)
    - A droite, Jacques Chirac (RPR) affronte Valéry Giscard d'Estaing (UDF)
  - A la différence de 1978 (ou de 1974) une victoire de la gauche paraît longtemps improbable
    - ⇒ La campagne ne porte pas sur la capacité de la gauche à gouverner mais sur le bilan du président sortant, un bilan en demi-teinte
- Les leçons des deux tours
  - Au premier tour
    - Jacques Chirac (18%) n'a pas réussi à devancer VGE (28%)
    - François Mitterrand (26%) devance très nettement Georges Marchais (15%) : le Parti Communiste enregistre ainsi un recul majeur qui, à la différence de ce qui s'était passé au début de la 5<sup>ème</sup> République, s'amplifie lors des consultations suivantes
      - ⇒ Les mises en garde contre un vote, au second tour en faveur de François Mitterrand qui serait « l'otage des alliés communistes » ont peu de crédibilité (différent de 1974 ou 1978)
  - Au second tour, François Mitterrand est élu (51,75%) en rassemblant les électeurs de gauche et en bénéficiant des voix d'une partie des électeurs de Jacques Chirac - ceux qui n'ont pu se résoudre à voter pour le président sortant
- La « monarchie républicaine » maintenue
  - Dissolution de l'Assemblée par le nouveau président -> élections législatives en Juin où le PS, dans la dynamique de la victoire présidentielle et des premières mesures sociales qui l'ont suivie, obtient une confortable majorité. Le « fait majoritaire » est donc reconstitué, au profit d'un président de gauche
  - Pierre Mauroy (PS) confirmé dans les fonctions de Premier ministre, est chargé de continuer à mettre en œuvre, avec son gouvernement, qui comprend des ministres communistes, la politique « définie et conduite » par le Président de la République

### 2) Les trois phases

- 1981 - 1982 : le temps des ruptures et du changement dans de nombreux domaines
  - Judiciaire, avec l'abolition de la peine de mort
  - Administratif avec la loi de décentralisation de 1982 (élections des assemblées régionales au suffrage universel ; le pouvoir exécutif dans les régions comme dans les départements passe des préfets, nommés par le gouvernement, aux présidents élus par les assemblées - Conseil général et assemblée régionale = les maires élus par les conseils municipaux depuis 1884)
  - Economique : nationalisations de 5 des plus grands groupes industriels et de la quasi totalité du secteur bancaire
  - Social : retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, semaine de 39h
    - ⇒ Le retour de l'Etat keynesien et de l'Etat providence, avec l'objectif d'une relance par la consommation dans la perspective d'une reprise mondiale annoncée. Mais elle ne se produit pas -> Accroissement du déficit budgétaire et du déficit de la balance des paiements avec trois dévaluations à la clé, sans recul significatif du chômage
- 1982 - 1984 : le temps des révisions déchirantes et des hésitations
  - En matière économique, priorité à la lutte contre l'inflation et mise en place d'une « politique de rigueur » qui renoue - sans que cela soit dit - avec celle de Raymond Barre -> L'inflation commence nettement à décroître ; mais le chômage reprend sa progression
  - Volonté néanmoins d'affirmer une identité de gauche, sur le terrain scolaire - dans la grande tradition de la 3<sup>ème</sup> République - celle de Jules Ferry, avec un projet de « grand

- service public et unifié de l'éducation », regroupant sans les fusionner enseignement public et enseignement privé
- ⇒ Des manifestations prenant de plus en plus d'ampleur des défenseurs de l'enseignement privé, avec le soutien actif d'une droite ravie de l'aubaine
    - ⇒ Abandon du projet et démission de Pierre Mauroy à la demande de François Mitterrand
  - 1984 - 1986 : le temps du repli sur la gestion des réalités, dans tous les domaines avec Laurent Fabius comme Premier ministre - sans ministres communistes. Un bilan en grisaille car les réalités sont difficiles
    - ⇒ Aux élections de 1986 (à la représentation proportionnelle) défaite d'une gauche désunie ; première percée du Front National (10%) ; succès de la coalition de droite RPR et UDF
    - ⇒ François Mitterrand prend alors acte de la rupture du « fait majoritaire » et nomme Premier Ministre Jacques Chirac pour une (première) cohabitation

### III. Les alternances répétées (depuis 1986)

#### 1) 1986 -1988

La droite victorieuse veut comme la gauche en 1981, appliquer le plus vite possible la plus grande partie de son programme néo-libéral (début des privatisations) -> La contestation sociale se rallume, relayée par les lycéens et étudiants (contre un projet accusé de vouloir introduire la sélection à l'Université)

⇒ Repli prudemment gestionnaire du gouvernement Chirac

#### 2) 1988 - 1993

En 1988, répétition du scénario de 1981 (à une différence, de taille, près puisque Jean Marie le Pen recueille 14% des suffrages) -> Les gouvernements socialistes de Michel Rocard, Edith Cresson (première femme à la tête d'un gouvernement sous la République Française), Pierre Bérégovoy maintiennent, sous l'autorité retrouvée de François Mitterrand, le cap de la rigueur, alors que le chômage continue de progresser (3 millions)

⇒ Les élections législatives de 1993 sanctionnent l'impopularité des socialistes, éclaboussés par des scandales politico-financiers -> Avec Edouard Balladur comme Premier Ministre, début d'une deuxième « cohabitation »

#### 3) 1993 - 1995

Edouard Balladur met en application un programme néo-libéral (reprise des privatisations) face à une gauche tétanisée par sa défaite et un président de la République affaibli par la maladie - qui réussit cependant à mener à son terme un deuxième septennat (ce que ni Jules Grévy, ni Albert Lebrun, ni Charles de Gaulle n'avaient pu accomplir) avant de mourir en Janvier 1996

#### 4) 1995 - 1997

- A l'élection présidentielle de 1995, Jacques Chirac qui a annoncé sa volonté de « réduire la fracture sociale » devance au premier tour (21%) Edouard Balladur (18,5%). Il l'emporte au second tour sur Lionel Jospin
- Alain Juppé, nouveau Premier Ministre, bat rapidement des records d'impopularité en cherchant à traiter les dossiers (ultra)sensibles - retraites dans la fonction publique, Sécurité Sociale
  - ⇒ Chirac pour anticiper les élections législatives choisit de dissoudre l'Assemblée
- ⇒ Une défaite de la droite et une troisième cohabitation - inversée par rapport aux deux premières - avec Jacques Chirac Président de la République et Lionel Jospin comme Premier Ministre à qui il revient de « définir et conduire » la politique de la nation

5) 1997 - 2002

Une gauche plurielle peu à peu divisée

#### IV. Une France ingouvernable ?

1) Une opinion désenchantée

- A chaque élection, le gouvernement en place est désavoué par une majorité d'électeurs
- L'abstention est à un niveau beaucoup plus élevé qu'il y a vingt ans
- Les partis de contestation radicale représente une part croissante de l'électorat (du côté des extrêmes-gauches et, surtout, à l'extrême-droite, le Front National qui après sa percée de 1986-1988, n'a que modestement progressé mais a consolidé et enraciné son implantation)

2) Une recomposition politique aussi nécessaire que malaisée

- Sur beaucoup de questions importantes, les clivages passent à l'intérieur des familles politiques (construction européenne - cf le referendum sur le traité de Maastricht en 1992 et sur le traité constitutionnel de 2005 ; problèmes liés à la « Seconde Révolution Française »)
- Mais la pesanteur des traditions politiques, confortée par le mode de scrutin, ramène les vieux clivages lors des consultations électorales

3) Le test de 2002 - et l'après 2002

- A l'élection présidentielle de 2002, au premier tour les deux têtes de l'exécutif, qui s'affrontent, ne recueillent, ensemble, qu'un peu plus d'un tiers des suffrages. Au deuxième tour, un grand rassemblement « républicain » pour faire barrage à Jean-Marie Le Pen permet à Jacques Chirac d'être réélu avec 82% des suffrages - pour un quinquennat, conformément à la révision constitutionnelle adoptée par referendum en Septembre 2000
- Mais aux élections législatives on retrouve un affrontement droite-gauche des plus traditionnels
- Les résultats des élections locales de 2004 confirment l'instabilité de l'électorat

⇒ Une comparaison possible avec la fin des années 1950

- La France des Trente Glorieuses s'efforce, comme la France de la 3<sup>ème</sup> République il y a cinquante ans -> anxiété et amertume chez tous ceux qui considèrent - à raison ou à tort - qu'ils sont perdants dans cette mutation, et dont les angoisses sont captées par les populismes de droite et de gauche
- Les hommes politiques, souvent lucides, hésitent à « parler vrai » parce que - à tort ou à raison - ils estiment que ce serait contre-productif électoralement

Mais deux différences sont à souligner : pas l'équivalent de la Guerre d'Algérie mais pas non plus l'équivalent du général de Gaulle

« Comme il arrive toujours [ dans les époques de mutation ], les réalistes économiques galopent au devant ; les réalités sociales suivent tant bien que mal en clochant du pied ; les réalités politiques... - celles qui sont au tréfonds de l'inconscient - sont à la traîne et ne le savent pas »  
(Jacques Jalliard, *historien du temps présent, ancien élève de la Khâgne du Lycée du Parc et de l'ENS de la rue d'Ulm*)

Les élections de 2007 : une nouvelle donne ?